

Monde Climato-égoïste

Le président américain Donald Trump a annoncé la sortie de l'Accord de Paris sur le climat, qui avait été signé par 195 pays à l'issue de la COP21. Sans les États-Unis, deuxième émetteur mondial de gaz à effet de serre, les efforts des autres pays pour contenir le réchauffement global et s'y adapter risquent d'être bien insuffisants.

Pôle Nord Coup de stress à la banque de semences

La réserve mondiale de graines des cultures vivrières de la planète (riz, maïs, pommes de terre, blé...) pourrait être menacée par le réchauffement climatique. Cette « Arche de Noé » végétale, située entre la Norvège et le pôle Nord, a subi une inondation due à des températures records de cette année (7 °C), qui ont fait fondre le permafrost, normalement gelé en permanence. Les scientifiques se veulent rassurants, les semences étant stockées à 120 m de profondeur.

Etats-Unis Promotion des biotechnologies

La Food and Drug Administration a octroyé un budget de 3 millions de dollars pour financer une campagne « d'éducation et de diffusion aux consommateurs » sur les biotechnologies agricoles. Elle vise à promouvoir « les impacts environnementaux, nutritionnels, économiques, humanitaires et de sécurité sanitaire » des plantes issues de biotechnologies et des aliments dérivés.



Cristian Lungu approvisionne cinq distributeurs de lait à Bucarest et projette de passer à dix cet automne. Au total, la capitale en compte près de trois cents, approvisionnés par une quarantaine de fermes laitières.

J. MATHÉ

Roumanie Regain d'intérêt pour les valorisations locales

À côté des grandes fermes exportatrices, grâce à une législation incitative, les circuits courts se développent.

Le développement agricole reste un enjeu majeur pour la Roumanie. Pourtant, les 4 millions d'exploitations (densité la plus élevée dans l'Union européenne) ne parviennent pas à valoriser le potentiel agronomique et climatique de cet ancien grenier à blé. La libéralisation du secteur a vu l'émergence de grandes fermes capitalistiques orientées vers la production de matières premières, notamment céréalières, alors que la grande majorité des exploitations ne parviennent pas à sortir d'un état de sous-développement.

Pourtant, une nouvelle frange d'agriculteurs roumains, plutôt entrepreneurs, voit le jour en s'orientant vers des productions à destination du marché domestique. C'est le cas des 700 producteurs de légumes au sud de Bucarest qui se sont regroupés en coopérative en 2006 pour valoriser salades, tomates, et tous les légumes de saisons. Vlad Gheorghe préside la coop Eco Legum : « Il y avait un vrai savoir-faire dans cette région, mais tous les outils de transformation ont été abandonnés

après la chute de Ceausescu. On est reparti de zéro, en installant des serres froides dans tous les jardins privés disponibles. Aujourd'hui, cela représente 1 500 hectares de couvert. » La totalité de la production est contractualisée avec le groupe Carrefour pour le marché roumain. « Nous nous différencions par la qualité de nos légumes et notre objectif est de contrôler nous-mêmes la commercialisation en direct aux consommateurs. Nous allons investir des magasins en propre et aussi exporter dans l'UE sur des marchés qui demandent de l'ultra haute qualité », précise Vlad.

51 % DE PRODUITS D'ORIGINE ROUMAINE

Depuis 2016, la loi impose que 51 % de l'offre alimentaire des magasins soit d'origine roumaine. Cette réglementation, même si elle semble difficile à appliquer, va booster les projets de productions locales. C'est ce que pense Cristian Lungu, qui exploite 400 hectares à 45 minutes de la capitale. Il double son troupeau laitier pour

atteindre 80 vaches, dont le lait est totalement commercialisé via des distributeurs de lait frais installés dans Bucarest. On en compterait actuellement près de 300 dans la capitale, approvisionnés tous les jours par une quarantaine de fermes laitières. Cristian veut aussi profiter de l'engouement des consommateurs roumains à bon pouvoir d'achat pour proposer beurre, crème fraîche et fromage, en valorisant le lait de ses vaches. Dans un pays où la fibre rurale est encore tenace, des jeunes, diplômés souvent, sont tentés de reprendre la ferme familiale pour orienter leurs productions vers plus de valeur ajoutée. C'est ce que constate Camelia Toma, chercheuse à l'Institut d'agriculture de Bucarest. Cependant, entre les grandes fermes exportatrices de matières premières et ce mouvement de circuit court naissant, il reste à construire une filière agroalimentaire basée sur la valorisation des productions nationales. Et ne plus être un importateur de farine quand on exporte des blés !

Jacques Mathé